

**SIX ANS DE GISCARDISME : UN BILAN ACCABLANT**

M 2384 - 4 - 4,50 F

*Prolétaires  
de tous les pays,  
peuples et nations opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE - SEMAINE DU 21 AU 27 MAI 1980 - N°4

4,50 F

## **plogoff ~ résistance**

**Rassemblement de lutte  
et de soutien les 24-25-26 mai**



**Intérim 80 :  
quelle prise en charge  
syndicale**  
La réponse de la CFDT

# Pour la défense du marxisme

**C**E n'est pas d'aujourd'hui que dattent les attaques les plus diverses contre le marxisme. Attaques haineuses, rageuses des forces de droite les plus réactionnaires, du fascisme et de l'obscurantisme momentanément triomphants, qui ont fait couler à flots le sang des révolutionnaires, rempli les bagnes et les prisons, persécuté jusqu'à ceux qui refusent de s'associer à la curée, parmi les esprits libéraux. Que de pays vivent encore sous le joug de cette terreur blanche, de l'Indonésie au Chili, de l'Argentine à la Corée du Sud!

Mais il est bien sûr d'autres tentatives pour étouffer le marxisme. Incessantes tentatives pour le présenter comme une idéologie dépassée, vieillote, récusée par le développement des sciences et le cours de l'histoire, tentatives plus subtiles et plus dangereuses pour lui ôter tout contenu révolutionnaire, à l'intérieur même des formations, des partis et des états qui toutefois s'en réclament, mais l'aménagent, le réforment et le révisent en fonction de leurs intérêts propres.

On aurait tort, de ce point de vue, de négliger ou de sous-estimer l'intense effort idéologique entrepris depuis quelques années pour combattre le marxisme. Cet effort, comme il est peu surprenant, coïncide assez clairement avec le développement dans notre pays de la crise économique, politique et idéologique apparue au milieu des années 70. Il est en effet plus particulièrement nécessaire dans de telles périodes de désarmer moralement le mouvement ouvrier, au moment où il subit, dans ses conditions concrètes de vie, dans ses conditions de travail et dans l'organisation même de ses moyens de résister, de sévères attaques. Mais d'où vient cette offensive et comment se présente-t-elle, et surtout comment lui faire front?

Aux tentatives constantes des principaux représentants des classes exploiteuses pour présenter le marxisme comme un mythe dangereux et la lutte de classe comme un phénomène archaïque, destiné à disparaître avec l'amélioration progressive du sort de chacun, aux efforts entrepris de longue date pour dénaturer le marxisme en l'amputant, avec la théorie du passage pacifique au socialisme et le rejet de la dictature du prolétariat, de son fonds révolutionnaire, est venu s'ajouter le passage progressif, mais massif d'une large frange de l'intelligentsia aux positions anti-marxistes. Cet événement en quelque sorte n'est pas anodin.

Qu'importe, diront certains, si quelques intellectuels, après s'être égarés dans la phrase révolutionnaire et l'exaltation pour les mouvements de libération nationale ou la révolution culturelle chinoise, retournent au bercail, n'en va-t-il pas ainsi avec ces êtres instables, ces compagnons de route, qui, périodiquement, renient leur engagement précaire? L'essentiel n'est-il pas ailleurs, dans l'effort à engager pour que le prolétariat mène avec force sa lutte contre la bourgeoisie?

Un tel point de vue n'est pas réaliste, pour la raison suivante que l'essor du mouvement révolutionnaire ne peut être dissocié d'une avancée idéologique et d'une participation active à la lutte d'idées, qui parcourt la société toute entière. S'il ne borne pas ses intentions à devenir seulement un groupe de pression, dans les limites de la société capitaliste, mais s'il se présente comme porteur d'une société alternative, le mouvement ouvrier ne peut se désintéresser de la bataille d'idées, il ne peut prendre son

parti du surgissement, sous les habits du nouveau, de conceptions, de théories, de systèmes d'explication qui remodelent l'idéologie dominante, exercent une influence allant bien au-delà des couches exploiteuses, mais concernent de larges couches de la jeunesse scolarisée, des intellectuels, mais aussi des syndicalistes et des militants d'associations et de mouvements divers.

Or, en nous bornant ici à une présentation plus que schématique, comment se présente dans ses grands traits, cette remise en cause du marxisme, par une intelligentsia qui fait grand bruit, parfois frauduleusement d'ailleurs, de son passé militant et de ses rêves perdus?

Elle se présente sous la forme du désenchantement, de la découverte et du refus.

Désenchantement par rapport au cours, sinueux certes, des systèmes socialistes, désenchantement (et adieux) vis à vis du prolétariat. Découverte du «goulag» devenu l'horizon indépassable de toute pensée politique aujourd'hui. Refus d'un système cohérent d'explication du réel, jugé mystificateur et porteur du projet totalitaire. En fait, on assiste à la substitution d'un jugement philosophique à une analyse opératoire de réalités historiques et concrètes. C'est bien pour cela que ce qu'on appelle la «nouvelle philosophie» a connu la vogue que l'on sait, même si sa stérilité commence aujourd'hui à apparaître, et si l'on découvre peu à peu, dans toute l'argumentation élaborée avec artifice, l'extrême simplicité du raisonnement, réduit à la réhabilitation du libéralisme. Mais, dans le même temps, et de divers côtés, la réinterprétation de l'histoire, comme dans l'évaluation des découverts

scientifiques, on assiste à une série de tentatives qui visent à présenter le réel comme un ensemble disparate et discontinu de processus, obéissant chacun à sa logique propre, on assiste à un morcellement et à un éclatement de l'objet même de la connaissance. Tout système cohérent d'explication de la réalité est récusé en tant que système, tout sens est dénié à l'histoire.

Cet effort idéologique a évidemment ses conséquences politiques, car dans le même moment, on tente de prouver que la révolution ne saurait rien changer, que la rupture qualitative n'est qu'une illusion, bref que si les choses ne sauraient rester stables et immuables, leur évolution est imprévisible. Aussi, à quoi bon lutter, à quoi bon s'inscrire dans un projet stratégique pour parvenir au socialisme, alors même que la logique, dialectique, de succession des formations sociales a volé en éclats au profit d'un relativisme absolu et d'une indétermination totale?

Les communistes ne sauraient subir, sans réagir, cet assaut idéologique de grande envergure. Il y va de leur capacité à construire une nouvelle hégémonie. Pour cela, ils doivent à la fois, démontrer, à la lumière du marxisme, les procès qui sont faits — et avec quelle désinvolture aujourd'hui — à leur doctrine, et s'efforcer de l'enrichir, de la refonder, là où elle a été insuffisamment développée ou dénaturée par l'économisme et le révisionnisme. Ils doivent aussi associer, à cette tâche, tous ceux, qui, même pour partie, se sentent concernés par la défense et l'enrichissement du marxisme et qui ne baissent pas la tête dès que, l'idéologie de la guerre froide à la bouche, on essaie de les faire taire.

## Des luttes, il y en a !

■ C'est un fait, il y a en ce moment un regain de combativité parmi les travailleurs qui se traduit par une augmentation — limitée sans doute mais bien réelle pourtant — des luttes grévistes. C'est plutôt dans les PME que se localise cette recrudescence de mouvements.

D'une manière générale, le mécontentement des travailleurs s'amplifie. Il a eu l'occasion de s'exprimer dans les actions pour la défense de la Sécurité sociale, particulièrement le 13 mai.

C'est dans ce contexte que l'on croit discerner une sorte de pause dans la polémique syndicale qui fait rage depuis plusieurs semaines. La CGT, la CFDT et la FEN sont même parvenues à un accord pour réaliser en communs des actions, vendredi 23 mai, contre la convention «médecins - Sécurité sociale».

On en entend guère parler ; en général, les grands moyens d'information font le silence dessus et pourtant elles existent et connaissent même un certain développement depuis quelque temps. C'est incontestable, il y a en ce moment un certain nombre de luttes qui se mènent dans les entreprises. En général, c'est plutôt dans les PME qu'elles se localisent. C'est sans doute pourquoi elles n'ont pas directement une résonance nationale. Cependant, elles se développent et, quand les conditions d'efficacité sont réunies, marquent des points. Derniers en date, on apprend, mardi 20 mai, que les travailleurs de la société SGETPI qui participe au chantier nucléaire de Gravelines venaient de reprendre le travail après plus de trois semaines d'occupation et avec près de 300 francs d'augmentation.

Evidemment, il ne s'agit pas d'exagérer ni la portée, ni la signification de ces luttes. Mais,

même les plus pessimistes sont bien obligés d'admettre cette donnée de la situation actuelle.

### Le mécontentement grandit

D'ailleurs, le mécontentement des travailleurs s'amplifie. Beaucoup de gens ont été surpris de la participation relativement importante aux actions contre les graves attaques préméditées par le gouvernement contre les droits des travailleurs à la Sécurité sociale. Plus profondément, on a senti que les actions, les débrayages, les manifestations réalisées par exemple le 13 mai, étaient porteurs d'une colère dépassant largement le déjà grave problème des restrictions au droit à la santé. On y a vu et entendu la révolte contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, le chômage.

Toute la question est de savoir comment concrétiser ce potentiel



de révolte bien réel qui existe en luttes résolues, unitaires, efficaces.

De ce point de vue, on ne peut pas dire que les propositions confédérales soient vraiment adaptées. Oui, bien sûr, il y a des difficultés à mobiliser, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour que ça réponde. Cependant, il faut lever une vieille ambiguïté ; une fois de plus : l'on nous présente la série «24 avril-1<sup>er</sup> Mai-13 mai» comme le fin du fin, les temps forts de l'action revendicative. Or, de très nombreux travailleurs et militants qui participaient à ces journées (comme à d'autres d'ailleurs) en

attendent plus, persistent à les considérer comme point de départ plutôt que d'arrivée ou prennent cela parce qu'il n'y a pas autre chose.

### Travailler à la construction du rapport de forces

Ainsi l'on en arrive à une situation contradictoire : d'une part, ces journées contribuent à «changer le climat», permettent au mécontentement d'une partie des travailleurs de s'exprimer ; d'autre part, la logique dans la

quelle elles s'inscrivent ne leur permet pas de dépasser un certain cadre et de «servir de tremplin» à des luttes, nécessairement dures aujourd'hui si l'on veut arracher des revendications.

Pour sortir du dilemme «*journal d'action ou pas*», l'essentiel est de travailler à la mobilisation, à la définition des objectifs revendicatifs et des moyens de lutte adaptés pour construire progressivement le nécessaire rapport de forces ; sur le terrain, à la base, dans les boîtes ; et dans l'unité !

G.P.

## 6 ans de giscardisme : un bilan accablant

■ Giscard, n'en doutons pas, est animé d'une ardente ambition : celle de laisser son nom dans l'histoire. A preuve sa déclaration prononcée d'un ton solennel au soir de son élection, le 19 mai 1974 : «*De ce jour date une ère nouvelle de la politique française*» ; à preuve sa volonté constamment affichée de s'élever au-dessus de la mêlée, fut-ce sur une simple colline comme en ce 19 mai 1980 ; à preuve encore ce besoin de tirer le bilan de 6 ans d'exercice du pouvoir, pour bien marquer ce qui a été fait, et surtout ce qui sera fait si le dit Giscard reste au sommet de l'Etat quelques années encore...

Mais justement, qu'est-ce donc qui a été fait?

On connaît le postulat giscardien, tel qu'il a été maintes fois exprimé depuis «*Démocratie Française*», et tel qu'il le sera lors de la campagne électorale : «*la crise de l'énergie a marqué une usure historique et donné le départ à des temps nouveaux*». Ces «*temps nouveaux*» requièrent une «*nouvelle croissance*», plus modérée, et à laquelle chaque français, pris individuellement, et chaque groupe social devrait s'adapter. Mutation difficile, en raison de l'environnement international, mais aussi, et surtout, à cause «*des résistances, des raideurs psychologiques négatives*».

A la barre du navire de l'Etat, le président Giscard se doit donc de conduire le pays vers ces horizons nouveaux, en prenant soin d'éviter les écueils tout en gardant solidement le cap. Epreuve difficile, de longue haleine, et qui à tout le moins nécessite un second septennat.

L'ennui, pour Giscard, c'est que la réalité est toute autre. Qu'est-ce donc que les 6 années de pouvoir de l'actuel président de la République ?

### 6 années, 3 plans différents

L'euphorie, tout d'abord, mais une euphorie qu'il faut mettre sur le compte de la démagogie électorale, puis qu'aussi bien le nouveau président Giscard a été pendant de longues années ministre des Finances, et à ce titre largement responsable de la politique passée : en mars 1974, la situation est présentée comme rose. Certes, il y a la hausse des prix, mais «*nous connaissons les moyens de la lutte contre l'inflation aussi bien que quiconque, et nous n'avons rien à inventer en la matière*». Quant au chômage qui menace, il sera vite résolu : «*Avec une croissance moyenne de 5 % qui est vraisemblable durant les prochaines années, on dégage un surplus de recettes budgétaires et sociales pour y faire face*» (interview au Monde, 3 mai 1974).

Une fois élu, Giscard abandonne cette démagogie là. A l'été 1974, on tire à boulets rouges sur l'inflation, avec le plan

Qu'y aura-t-il dans les colonnes du bilan giscardien quand viendra l'heure de le dresser, à l'approche des présidentielles ? Sans doute faudra-t-il évoquer des gadgets éphémères, le rythme ralenti de la *Marseillaise*, les repas «*pris à l'improviste*» dans les familles françaises, le défilé du 14 juillet déplacé, le petit déjeuner avec les éboueurs du faubourg Saint-Honoré, ou l'octroi d'un bref ministère à Servan-Schreiber. Sans doute faudra-t-il rappeler ces promesses malencontreusement faites pendant la campagne électorale de 1974, comme «*la réduction du mandat présidentiel à cinq années*», ou encore cette «*évolution de la loi électorale afin que les minorités importantes soient représentées au Par-*

lement». Sans doute faudra-t-il s'attarder sur cette idée de «*majorité élargie*» qui a si lamentablement échoué, ou sur cet «*objectif prioritaire*» de faire «*l'Europe politique en 1980*», dans cette année où justement l'Europe est mal en point. Sans doute enfin, faudra-t-il examiner ce qu'a été le rôle et l'action de Giscard face aux tensions internationales. Mais d'ores et déjà, deux questions - essentielles - valent qu'on s'y arrête : le «*sixtennat*» de Giscard aura été marqué par une aggravation sans précédent des conditions de vie des masses, et par une restriction significative des libertés.

## 1974 - 1980 : chômage : + 200 % prix : + 61 %

Fourcade. Objectif officiel : faire cesser la hausse galopante des prix, et rétablir l'équilibre du commerce extérieur. Objectif réel : amorcer l'assainissement de l'appareil productif français, par l'élimination des «*canards boiteux*», et rétablir la monnaie. Au regard des objectifs de la bourgeoisie, les résultats sont mitigés. Quand aux travailleurs, c'est par dizaines de milliers qu'ils sont précipités au chômage le rythme de 1 000 nouveaux chômeurs chaque jour est largement dépassé en cet automne 1974. D'où la concession gouvernementale de l'indemnisation à 90 % des «*licenciés économiques*», signées le 4 octobre, mais qui sera, on le sait, supprimée en 1979.

Un an plus tard, à l'automne 1975, c'est le revirement complet, avec le plan de relance Chirac. Il s'agit de s'en prendre essentiellement au chômage dont les conséquences inquiètent le pouvoir, tant du point de vue économique que politique. Résultat : la hausse des prix reprend son rythme de fin 1973 - début 1974, tandis que le chômage «*tend à s'accroître dans des proportions moindres*», selon une formule qui sera souvent reprise.

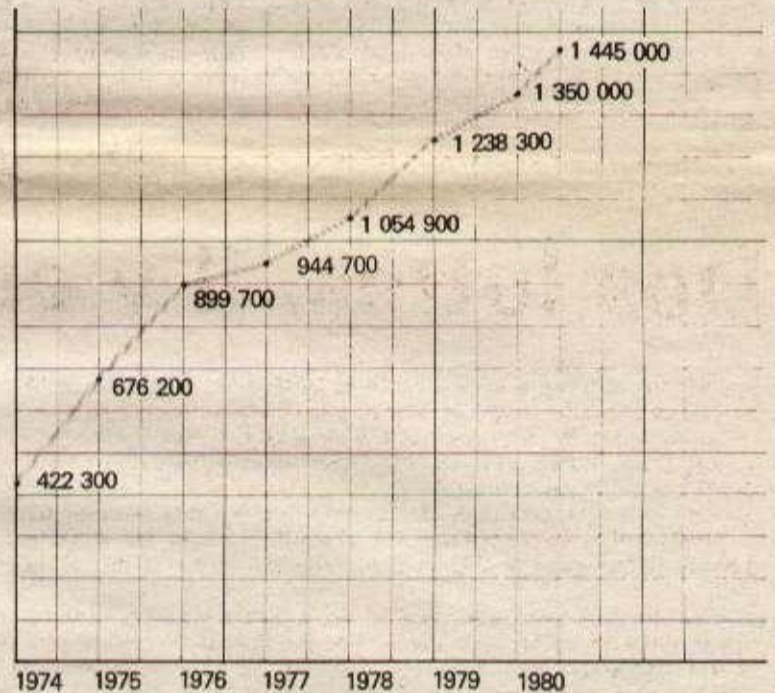
Succédant à deux formules apparemment contradictoires, mais proches dans leurs conséquences pour les travailleurs, le plan Barre mis en chantier en septembre 1976 aura au moins un mérite : celui de la clarté. Plus question de «*sortir du tunnel*», plus question de juguler de manière significative la hausse des prix ou de faire diminuer le chômage dans un proche avenir. Selon le vocabulaire officiel, l'heure est à la «*modération*», quand ce n'est pas aux «*sacrifices*». Les fruits de ces sacrifices, arriveront «*dans trois ans*» dit d'abord Barre, avant d'avouer, en 1979, ne pas pouvoir fixer d'échéances.

6 ans de régime giscardien, et trois plans différents, voire contradictoires dans leurs objectifs officiels. Voilà déjà qui remet en cause l'idée d'une orientations définie dès 1974, et à laquelle le président ne dérogerait pas. Trois raisons au moins peuvent être avancées pour expliquer ces évolutions : l'environnement international, tout d'abord, tant il

est vrai que la bourgeoisie française est contrainte d'adapter sa politique en fonction de l'action des pays producteurs de pétrole ou de matières premières, comme en fonction des pressions des super-puissances. Les considérations de politique intérieure, ensuite de 1974 à 1976, le muris-

Non, parce que Giscard, depuis son accession au pouvoir, a poursuivi le même dessein méthodique de faire payer la crise aux travailleurs.

D'abord maquillée de considérations oiseuses, puis affirmée cyniquement avec Barre, la politique giscardienne vise essentiel-



Le chômage sous le règne de Giscard

sement des contradictions Chirac (alors premier ministre) - Giscard a bien évidemment influé sur les orientations gouvernementales. Troisième raison enfin, l'état même de l'appareil politique français : l'élimination des «*canards boiteux*» - qui se sont avérés beaucoup plus nombreux que ne le pensait le pouvoir - ne pouvait se faire sans que des résistances ne s'opèrent au niveau même du patronat.

### Pas de circonstances atténuantes

Faut-il pour autant autoriser Giscard à plaider non-coupable ? Faut-il lui accorder les circonstances atténuantes, et considérer chômage et hausse des prix comme la résultante de considérations extérieures sur lesquelles le président n'a pas prise ? La réponse est non.

lement à la restructuration de l'appareil productif français, et à la restauration des profits patronaux.

En quelques années, des secteurs aussi importants du point de vue de la main-d'œuvre que la sidérurgie, le textile, ou le bâtiment ont été complètement transformés, au prix de multiples licenciements. Pour ne prendre que cet exemple, on aura construit, en 1979, cent mille logements de moins que sept années plus tôt : d'où de multiples licenciements dans cette branche, d'où aussi un renchérissement du coût des habitations, dont les «*revenus modestes*», comme ils disent, sont les principales victimes.

Parallèlement, les profits patronaux, entamés lorsque Giscard s'est installé à l'Elysée, ont retrouvé leur niveau d'antan. En 1979, ils avaient retrouvé leur niveau de 1973, et le CNPF mise sur une nouvelle croissance dès cette année.



«*Maintenant, justice est rendue aux personnes âgées, et c'est, pour moi, l'essentiel*». Giscard, le 10 mai 1980. Comment vivre avec 40 francs par jour, chiffre actuel du minimum vieillesse ?

## 6 ans de giscardisme : un bilan accablant

### Patrons satisfaits

Voilà donc le tableau de 6 années de giscardisme, de ce seul point de vue. Globalement, «l'économie française» ne s'est pas redressée :

- le commerce extérieur, après une relative amélioration, accuse à nouveau des déficits considérables, qui ne sont pas le seul fait du renchérissement de la «facture pétrolière» ;

- la monnaie, si elle s'est raffermie par rapport au dollar, s'est par contre nettement détériorée par rapport au mark allemand ;

- la production industrielle, de 1974 à 1979, a crû dans des proportions moindres que celle des autres pays occidentaux, exception faite de la Grande-Bretagne.

Tableau sombre donc, et qui contraste avec la florissante situation du patronat français. Proportionnellement, c'est en France que les profits patronaux ont le plus augmentés de 1975 à 1979.

La voilà bien, la fameuse «réduction des inégalités» dont on nous rebat les oreilles : dans un moment où le patronat affiche sa satisfaction, la situation des travailleurs et des familles populaires va en empirant :

- chômage, 1<sup>er</sup> mai 1974 : 422 300 inscrits comme demandeurs d'emplois ; 1<sup>er</sup> mai 1980 : 1 445 000 demandeurs d'emplois.

Un million de chômeurs en plus ! Et plus de douze millions de travailleurs inscrits au moins une fois à l'ANPE depuis 1974 !

- Prix : 61 % de hausse de 1975 à 1979, ce qui laisse à penser que le septennat terminé, on atteindra le chiffre de 85 % !

- Salaires : 1 salarié sur quatre, soit près de 6 millions de personnes, gagnent moins de 3 000 F par mois.

- Pouvoir d'achat des ouvriers : selon les chiffres officiels, celui-ci augmentait de 3 à 4 % chaque année. En 1976, 1977, 1978, toujours selon les chiffres officiels, sa croissance a été quasiment nulle. En 1979, il a regagné.

Un pouvoir pas si sûr que ça de son avenir



«Je crois avoir été celui qui a inséré la femme française dans la vie de notre société». Giscard, le 10 mai 1980. Plus de 2 millions de femmes travailleuses gagnent moins de 2 600 F par mois.

## Une politique de division

Pour édifiant qu'il soit au regard des chiffres, le tableau de six années de giscardisme ne serait pas complet si n'y figuraient pas les attaques concertées qui visent les acquis des travailleurs. Car de ce point de vue, la bourgeoisie voit à long terme, et cherche à exploiter la situation à son profit. Ainsi les multiples atteintes à la protection sociale ne sont pas conjoncturelles, mais bien destinées à revenir sur ce qui avait été «cédé» en d'autres circonstances. Ainsi l'énormité du chômage donne à la bourgeoisie les moyens d'une offensive d'ampleur :

- contre les travailleurs immigrés tout d'abord : depuis 1977, Stoléro multiplie les mesures destinées à provoquer le départ, volontaire ou non, de dizaines de milliers de ces travailleurs. A trois reprises au moins, ces mesures ont été déclarées illégales par le Conseil d'Etat, ce qui n'a pas empêché Stoléro de récidiver et la police d'expulser massivement. Ouvertement ou pas toutes ces attaques contre les droits des travailleurs immigrés reposent sur un raisonnement implicite : quand des centaines de milliers de français sont au chômage, la présence de travailleurs immigrés ne se justifie plus. Ainsi la bourgeoisie essaie-t-elle de provoquer la division.

- de la même manière c'est depuis l'arrivée de Giscard, indissociablement liée à la montée du chômage, que s'est développé le travail précaire, qu'il s'appelle intérim, ou contrats limités, ou hors-statuts. Là encore, la bourgeoisie tente de profiter d'une situation dont elle est responsable pour accroître les divisions, et donc de créer des entraves à la lutte.

- les différentes réformes de l'indemnisation du chômage n'échappent pas à cette volonté de division. Si dans un premier temps Giscard s'est vu contraint d'accorder les 90 % à une partie des chômeurs, licenciés



Sous l'impulsion de Peyrefitte, la justice au diapason des atteintes aux libertés.

économiques, le système mis en place aujourd'hui, par sa complexité, par le contrôle accru des organismes étatiques qu'il instaure, tend à créer une situation confuse, et source de division.

- dernier exemple des divisions que tente d'introduire le pouvoir, celle des qualifications. Le discours officiel tend aujourd'hui de faire croire qu'il y aurait d'un côté des travailleurs qualifiés, ré-

pondant aux exigences du moment et de l'avenir, et d'un autre côté des travailleurs «inadaptés», et donc définis assez crûment comme inutiles aux besoins du pays.

Ces différentes mesures de division - il y en a d'autres - visent essentiellement deux objectifs : l'un, immédiat, qui est d'entraver les possibilités de lutte, et l'autre, à plus long terme, qui est de s'en prendre à des acquis nés de l'action globale de la classe ouvrière.

Hausse du chômage, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, remise en cause des acquis, tentatives multiples de divisions... Le régime de Giscard est à marquer d'une autre pierre noire, avec les attaques contre les libertés.

Certaines de ces attaques s'inscrivent dans une continuité avec les gouvernements précédents : c'est le cas de la réactivation de la loi anti-casseurs, promulguée en 1969. C'est le cas de la mise en œuvre à grande échelle de la procédure de jugement dit des «flagrants délits», qui a permis de condamner de multiples manifestants. C'est le cas encore des interventions policières contre les travailleurs en lutte, qui proportionnellement n'ont jamais été aussi nombreuses qu'en ces années 75-79. C'est enfin le cas, sur un autre registre, des atteintes à la liberté de la presse.

Mais d'autres attaques sont aujourd'hui menées qui prennent directement leur source dans la situation dont le pouvoir est responsable. Ainsi les limitations - déjà opérantes - au droit d'affichage. Ainsi l'offensive en règle contre les droits syndicaux : dans un premier temps, jusqu'en 78, celle-ci a principalement consisté dans des licenciements de responsables syndicaux, bien souvent sous le couvert de «licenciements économiques». On estime à plus de 20 000 le nombre de délégués ainsi licenciés depuis l'arrivée de Giscard à l'Élysée. Depuis 78, la bourgeoisie a franchi un cran dans son offensive, en tentant de s'en prendre directement à la caisse des sections syndicales ou des syndicats.

Autre attaque nouvelle, bien évidemment liée à la précédente : celle contre le droit de grève : certains textes limitant ce droit sont déjà opératoires dans certaines entreprises publiques, d'autres sont en préparation, tandis que dans le sec-

teur privé le recours systématique aux tribunaux a permis de mettre en place une jurisprudence limitative en elle-même du droit de grève. De fait, l'occupation d'une entreprise, l'organisation de piquets de grève, et à fortiori la «retenue» d'un directeur rendent aujourd'hui les travailleurs passibles de lourdes peines.

La justice, sous l'impulsion de Peyrefitte, s'est bien entendu mise au diapason de cette restriction des libertés. De ce point de vue, le nouveau projet de loi appelé abusivement «sécurité et libertés» va très loin : les droits de la défense y sont minimisés, et la notion d'automatisme dans les condamnations est mise en avant : que par exemple un manifestant déjà condamné avec sursis, fut-ce à quinze jours de prison, vienne à passer de nouveau devant un tribunal, et il sera automatiquement emprisonné, quels que soient par ailleurs les motifs de ses passages devant les tribunaux.

Il faut bien juger l'ampleur de ces atteintes aux libertés à l'aune des inquiétudes de la bourgeoisie. Certes, cette dernière joue largement sur les divisions qu'elle provoque et entretient ; certes, elle espère que le poids de la crise, lié aux divisions politiques, lui assurera quelque avenir ; certes, elle tente sur ces bases des opérations de séduction ou de collaboration de classe. Mais comment expliquer l'ampleur des attaques contre les libertés si le pouvoir se savait un avenir aussi radieux qu'il le prétend ? Comment comprendre les limitations apportées aux possibilités de lutte des travailleurs, si ce n'est justement par la crainte qu'a le pouvoir de voir de telles luttes se développer ?

En vérité, la mise en place des mesures gouvernementales contre les libertés répond à deux objectifs : dissuader, d'une part, en faisant planer de multiples menaces. Et réprimer durement.

Montreuil : imprimerie Darboy, 5<sup>e</sup> semaine d'occupation

## «Nous nous battons pour le maintien de l'emploi sur place»

Interview réalisée par Michel TOULOUSE et Frank ROUSSEL

■ En 1974, comme à LIP, les ouvriers de Darboy occupent leur imprimerie et reprennent la production pour leur propre compte. Six ans plus tard, les travailleurs de Darboy luttent à nouveau contre la fermeture, cherchant des formes d'actions originales : journées portes-ouvertes, radio-libre au services des luttes ouvrières et populaires, participation au rassemblement de l'Union dans les luttes le premier mai. Ils nous expliquent où ils en sont au lendemain de ces initiatives.

► **Déjà en 1974, vous étiez une des premières usines à produire pour vous-mêmes. Dans le contexte politique et économique différent de 1980, comment s'est décidé le redémarrage des machines ?**

**Dominique :** En 1974, la lutte était plus facile parce que les boîtes qui occupaient, ça ne courrait pas les rues, Darboy était une des premières taules avec Lip à occuper et à reprendre la production.

**Patrick :** Cette fois-ci, la remise en route des machines a été discutée pendant deux mois. L'image de 1974 d'avoir remis les machines en route a certainement joué.

**Dominique :** Attention, l'image de 1974, ça n'est pas pareil. A l'époque, c'était pour se payer, aujourd'hui, c'est pour faire parler de nous, par solidarité, qu'on l'a fait. On s'est aperçu que pour faire connaître notre lutte, il fallait imprimer. Au début de l'occupation, nous avons imprimé 11 000 tracts que nous avons diffusés sur Montreuil, pour appeler à la création d'un comité de soutien. 3 ou 4 personnes en plus des militants organisés sont venus nous trouver. On a réalisé que pour populariser notre lutte, il fallait trouver autre chose. C'est alors que nous avons décidé d'imprimer des travaux militants pour des organisations et d'autres boîtes en lutte : tracts, affiches, etc... Ça n'était pas pour se payer car nous touchons 75% de notre salaire par les ASSÉDIC. On n'imprime pas pour se faire du fric, mais pour se faire connaître ; les gens qui viennent nous trouver, on les imprime pour un prix dérisoire. Cela nous a aidé pour préparer le gala et pour organiser la radio-libre. On accepte les travaux militants seulement de ceux qui s'intéressent à notre lutte ; la solidarité est donc réciproque.

### Obligés de se licencier eux-mêmes

► **Pouvez-vous nous rappeler les grandes lignes du débat que vous avez eu sur la perspective de vous organiser en coopérative ? Envisagez-vous d'autres solutions industrielles ?**

**Dominique :** Pour la coopérative, on n'est pas chaud, car on voit très bien comment ça se passe dans les autres boîtes qui ont redémarré en coopérative. Les travailleurs sont obligés à un moment ou à un autre d'agir

comme un patron, obligés de se licencier eux-mêmes, comme à Lip. Une coopérative, il faut toujours quelqu'un ou quelques-uns à la tête ; ceux-là sont obligés de prendre la décision de supprimer un secteur et de licencier. Voilà pourquoi nous ne sommes pas d'accord pour la coopérative.

**Patrick :** Le syndicat nous a fortement poussé à chercher un plan industriel de redémarrage, des clients. Chaix, cela fait six mois qu'ils ont tout entre les mains pour redémarrer et pourtant, ça ne bouge pas... On ne se faisait pas d'illusions là-dessus, même si la lutte de Chaix n'est pas comparable à la nôtre, du point de vue de la taille de l'imprimerie et de la cause des licenciements. Ici, la fermeture n'est pas liée à une politique délibérée du patron. Nous sommes partis d'une constatation que le rachat d'une imprimerie comme Darboy ne serait pas une affaire pour un patron, il y a peu de matériel qui appartient à l'imprimerie, les murs appartiennent à un propriétaire, il y a trop de charges et plus de clients directs car on travaillait beaucoup en sous-traitance. On s'est dit qu'on avait peu de chance d'être repris. Je pense qu'on n'a pas vraiment fait ce qu'on pouvait faire pour mettre en valeur le «*potentiel industriel*» dont on dispose, se donner les moyens de faire un dossier. Car on se bat aussi pour le maintien de l'emploi sur place. Actuellement on est décidé à faire un dossier qui recense le matériel et les possibilités dont on dispose, jusqu'à maintenant, on ne s'est pas suffisamment attaché à ce problème.

### «Les gens ont été touchés par la radio»

► **Grâce au gala et à la radio-libre, quels liens avez-vous réussi à tisser avec les associations et les habitants de Montreuil ?**

**Dominique :** On est encore en plein dans l'expérience de la radio. Peut-être dans le courant de la semaine, il se peut que plus de gens téléphonent et se déplacent. Un soir, nous avons eu jusqu'à une trentaine de coups de téléphone, ce qui montre que les gens ont été touchés par la radio. Pour l'instant, on a arrêté la radio, on va la reprendre tous les vendredis soirs. Nous avons cessé d'émettre à la fin de la semaine ; dès lundi et mardi, des auditeurs nous ont téléphoné croyant qu'on était brouillés, et deux ou trois personnes sont venues discuter avec nous.

«C'est nous qui occupons, c'est nous qui menons la lutte comme on l'entend»

► **Quels sont vos rapports avec les syndicats ?**

**Dominique :** Au départ, nous avons eu une réunion avec les syndicats, on leur a dit qu'on avait distribué des tracts dans tout Montreuil avec peu de succès. Un délégué s'est opposé à ce qu'on fasse rouler les machines en disant : «*Vous faites ça pour vous faire du fric, vous allez vous exploiter vous-mêmes*»...

**Patrick :** Nous avons demandé à adhérer à la CGT, nous avons reçu la réponse deux mois après : «*On ne voit pas pourquoi on vous ferait adhérer aujourd'hui, avec les orientations de votre lutte et pourquoi subitement vous voulez adhérer sans avoir été syndiqué ces dernières années*». C'est un refus de syndicalisation.

**Dominique :** L'attitude de la CGT du Livre revient à vouloir confisquer notre lutte. Nous ne pouvons l'accepter, ici, c'est nous qui faisons la lutte, c'est nous qui occupons, c'est nous qui menons la lutte comme on l'entend. Nous avons des rapports moins conflictuels avec l'UL-CGT de Montreuil.

«Il y a 85 000 personnes qui ont signé cet appel, donc il y a quand même des gens qui en veulent»

► **Vous étiez présents au rassemblement de l'Union dans les luttes, le 1<sup>er</sup> mai, vous les avez invité à venir débattre avec vous dans l'usine occupée. Quel était votre but en vous associant à leur appel ? Quel bilan en tirez-vous ?**

**Patrick :** On se disait qu'il y a 85 000 personnes qui ont signé cet appel, donc qu'il y a quand même des gens qui en veulent. On pensait qu'il y avait un minimum de gens qui se posent les mêmes problèmes que nous et qu'à partir de là, la solidarité peut jouer. En fait, il y a beaucoup de gens qui ont signé mais ils se demandent tous que faire à partir de cet appel ?

Il y a très peu de collectifs dynamiques. Il ya des gens qui ont signé par caution : je pense au PS qui forme la majorité du CUB de Montreuil, qu'on n'a jamais vu ici, sauf le soir du 1<sup>er</sup> mai où on leur a refusé la parole à la radio pour leur absence de soutien. A travers le peu de débats qu'il y a eu le 1<sup>er</sup> mai — je ne sais pas comment ça se passe en province, où peut-être cela se



passé différemment — à Paris, il ne s'est pas vraiment passé quelque chose, les bureaucrates syndicaux n'ont pas été vraiment doublés. Les choses en sont restées au niveau de l'appel.

### Le «soutien de principe» de la municipalité de Montreuil

► **Quels sont vos rapports avec la municipalité (PCF) de Montreuil ?**

**Dominique :** Nous sommes soutenus matériellement par la municipalité. Ils nous ont aidé au départ en nous fournissant la nourriture, des lits de camp, du chauffage...

**Patrick :** Ça se limite à un soutien matériel. Pour la radio, on ne les a pas vus, on n'a jamais réussi à avoir leur réponse. On a vu par contre le soutien qu'ils sont capables d'apporter à une lutte lorsqu'ils la contrôlent un minimum, comme la grève des employés du magasin Parunis à Montreuil. La municipalité était au courant de nos problèmes avec le syndicat du Livre. Les conseillers municipaux venaient manger avec nous le midi nous disant : «*Quoi que vous fassiez, vous avez notre soutien de principe*». Nous avons eu le loisir de constater qu'il ne s'agissait que d'un soutien «de principe» : à la radio ils ne sont pas venus, avant cela, on avait un problème avec des menaces d'intervention des flics. On voulait obtenir une salle pour se réunir au cas où on serait expulsés, ils nous ont répondu : «*Oh, je ne vois pas, je ne sais pas vraiment*...». On voulait une sirène pour alerter la population en cas d'expulsion :

ils n'en ont pas trouvé. Ni de sono, et on pourrait multiplier les exemples. A travers cela on peut juger des efforts qu'ils font pour nous aider.

### «Etablir un rapport de forces local ?»

► **Après quatre mois d'occupation, quel premier bilan tirez-vous de la lutte ? Quelles sont vos perspectives ?**

**Patrick :** Après quatre mois, je pense qu'on n'a pas mis assez l'accent sur : «*On se bat pour le maintien de l'emploi sur place*» et d'agir en conséquence. Nous sommes restés sur la défensive dans ce domaine. Aujourd'hui, on peut faire tous les efforts qu'on veut, nous ne sommes pas en 1974. Nous restons relativement isolés. Nous pensions qu'il fallait établir un rapport de forces local. Les syndicats sont gênés parce qu'on occupe, qu'on continue sans eux, qu'on a pu organiser la radio libre, etc. On a fait des efforts sur certaines initiatives. Mais la radio ne nous a pas permis d'élargir suffisamment le soutien. Les syndiqués, le meilleur moyen de les intéresser, ça n'est pas de leur dire : «*Le syndicat nous prend pour des c...*», il n'arrête pas de nous cracher dessus», la meilleure façon de s'adresser à eux c'est de montrer qu'on se bat, que si on n'a pas les mêmes orientations que le syndicat, on a des propositions concrètes. On a toujours trop travaillé en négatif. Il nous fallait voir plus loin que ce soir-là à la radio où on a dit un certain nombre de vérités. Il fallait les dire, mais il ne faut pas en rester là.





C'est la revue  
supplément, gratuit  
spécial, hebdomadaire !

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION !»

# REBELLES

Journal de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire



- Echos des lycées et LEP.....p.2
- On en discute dans *Rebelle*: la drogue.....p.4
- Le Zimbabwe.....p.7
- Cinéma : quand les jeunes jouent les vedettes !.....p.9
- Marée noire, Plogoff : la colère bretonne.....p.14
- Teenage Riot : groupe rock du Havre.....p.16

## Abonnements

Un an (10n° + suppléments) 30 F  
Abonnement de soutien .... 50 F

A retourner à : *Rebelle*

CCP Gilles Rivet 35 233 56 A  
La Source

Nom .....  
Prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Pour tout contact avec l'UCJR :  
LIBRAIRIE POPULAIRE  
23 rue Saint Sauveur  
75002 PARIS

## Librairie Populaire (Paris) : Livres et débats

Ouverte depuis un an à l'initiative de la fédération de Paris du PCR ml, la Librairie Populaire ne cesse d'élargir ses activités et d'améliorer le nombre et la qualité des ouvrages qu'elle vous propose (littérature, sociologie, philosophie, connaissance du tiers-monde, actualité politique et internationale, féminisme, etc... et de nombreuses revues d'organisations de masse).

- Parmi les nouveautés, nous signalons :
- Les bouches s'ouvrent - H.Fizbin 50F
  - L'effet Rocard - Hamon-Rothman 49F
  - Usines et Ouvriers - Ouvrage collectif 38F
  - Procès à Prague - par le VONS 29F
  - L'impérialisme français - Cedetim 20F
  - Aux origines de la Commune - Dalotel-Faure-Freimuth 78F
  - Comment se soignent les chinois aujourd'hui 45F
  - La moisson du phénix - Han Suyin 68F
  - Mémoires de Grigorenko 89F
  - Le pain nu - Mohamed Chourki 37F
  - Le règne de barbarie - Laâbi 39F

Nous avons d'autre part le plaisir de vous informer de l'existence d'une *Carte de fidélité* qui vous donne jusqu'à 15% de réduction sur vos achats.

Enfin, comme par le passé, la Librairie organise régulièrement des débats et rencontres avec des auteurs. Parmi les prochains prévus, et qui vous seront confirmés dans ce journal,

N'hésitez pas à venir nous voir ou à téléphoner pour vos commandes.

LIBRAIRIE POPULAIRE, 23 rue Saint Sauveur, Paris 2<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Réaumur - Tel. : 508-82-87  
ouvert de 10h à 19h30 du mardi au samedi

## Sécurité sociale : après la journée du 13 mai et le report du projet de loi Berger

# «Chacun fait ses comptes»

Assurément, la mobilisation du 13 mai a connu une certaine importance. Pour exemple, la manifestation de Paris, organisée par la CGT, qui a rassemblé plus de monde que celle du 24 avril ou du premier mai. Environ 50 000 personnes, dont une forte proportion de travailleurs hospitaliers, mais aussi des postiers, des cheminots, des employés du secteur social et, dans une moindre mesure, des ouvriers du privé. Bien sûr, si l'on prend les choses hôpital par hôpital, on n'arrive bien souvent pas à la centaine de manifestants sur plusieurs milliers de travailleurs. Ce qui concrètement, représente moins de monde que le nombre des syndiqués dans l'hôpital. Il y a bien sûr le fait que, pour ce secteur en tout cas, la journée du 13 mai était la sixième journée d'action depuis le mois de décembre, qu'elle arrive dans un contexte empoisonné par les divisions syndicales et, surtout, que bien des travailleurs ont aujourd'hui des doutes sur l'efficacité de tels mouvements.

### «Une journée directement revendicative»

Cela dit, et d'un point de vue global, davantage de travailleurs y ont participé. Pas seulement les sections CFDT du secteur Santé, pas seulement quelques autres sections CFDT de l'Équipement, de l'INSEE, de quelques grands magasins. Pas seulement des militants CFDT de tel ou tel endroit, venus simplement avec leur badge se mêler aux manifestants CGT. Mais y compris dans les rangs de la CGT, ils ne sont pas rares ceux qui avaient refusé de participer aux précédentes initiatives de leur centrale du fait de leur caractère sectaire, anti-unitaire, et qui se retrouvaient ce mardi à la Nation. Pour eux, cette fois, c'était *«une lutte revendicative»* dont l'objectif n'était plus aussi nettement de s'affirmer en tant que CGT, d'écraser par sa capacité de mobilisation la centrale concurrente. Et, de fait, la manifestation parisienne était beaucoup moins sectaire, plus discrète par rapport à la CFDT. Même si bien des mots d'ordre se limitaient à des variantes de *«Union... avec la CGT»*, elle avait un caractère moins tendu.

### Un certain rapport de forces pour la CGT

Il faut dire que, pour la centrale de Georges Séguy, le gros du travail avait déjà été fait lors du 1er mai et qu'elle se sentait certainement dans un rapport de forces suffisant pour lâcher un peu de lest, d'autant plus facilement que le thème de la journée

■ *«Au soir du 13 mai, chacun fera ses comptes»*, avait déclaré Georges Séguy quelques jours avant la journée d'action pour la Sécurité Sociale, contre les projets gouvernementaux et en particulier la loi Berger. Effectivement, d'une certaine façon, tout le monde fait ses comptes, d'autant plus que le docteur Henry Berger, député RPR de la Côte d'Or, décidait mercredi soir, le lendemain donc de l'initiative syndicale, de surseoir à l'examen par le Parlement de sa proposition de loi sur la réforme de la Sécurité Sociale. Bien évidemment, ce retrait du projet de l'ordre du jour de l'Assemblée est interprété par les syndicats comme une victoire de taille, et donne à première vue des arguments à la CGT dans la querelle qui l'oppose à la CFDT. De l'autre côté, Henry Berger ne s'estime pas battu, que ce report n'a aucune signification politique, qu'il ne s'agit que d'une coïncidence. Pour lui, son projet remanié repassera devant la commission des lois d'ici trois semaines, et viendra devant le Parlement d'ici fin juin au plus tard...

pouvait paraître plus unifiant, et concerner l'ensemble des travailleurs. De toutes façons, la direction CGT entend bien poursuivre, en s'appuyant sur la mobilisation du 13 mai, et tout faire pour amener la CFDT sur des positions les plus proches possibles des siennes. C'est ce que veut dire Georges Séguy quand il commente en ces termes les prochaines rencontres avec la CFDT : *«La meilleure façon de promouvoir l'Union, c'est d'organiser l'action»*. Autrement dit : *«Messieurs de la CFDT, faites vos comptes. Sans vous, nous avons pu rassembler des dizaines de milliers de personnes, y compris parmi vos adhérents. Il vaudrait peut-être mieux revenir à d'autres conceptions...»* Dans ce sens, le recul du gouvernement avec le retrait, même provisoire, du projet de loi Berger, vient apporter de l'eau à son moulin. Krasucki, secrétaire de la CGT, déclarait d'ailleurs tout de suite que ce retrait était : *«un résultat direct de la puissance du mouvement du 13 mai auquel la CGT a pris une part décisive.»*

### «Une simple coïncidence» ?

Cela dit, il ne faudrait pas trop s'y laisser prendre. Incontestablement, malgré les affirmations du père de ce projet de loi, il ne s'agit pas, bien sûr, d'une *«simple coïncidence»*. Henry Berger déclarait récemment qu'il voulait simplement remanier son texte, *«pour faire toute la clarté»*, parce que, selon lui, *«même parmi la classe politique, de l'opposition aussi bien que de la majorité, certains élus mélangeaient tout, ma proposition de loi, l'instauration du ticket modérateur d'ordre public et la nouvelle convention médecins-Sécurité sociale»*. On peut douter de la validité d'une telle explication. Cela dit, on peut être certain que le gouvernement ne fera pas complètement machine arrière sur ce projet très important pour lui, simplement après la journée d'action du 13 mai, même s'il se rend compte du mécontentement populaire qu'il suscite parmi les travailleurs et parmi les professions concernées directement par la réforme de la Sécurité sociale. D'une part, il faut bien voir que le projet Berger n'est pas le seul élément du dispositif mis

en place par le gouvernement pour réduire les dépenses de santé prises en charge par la Sécurité sociale.

### D'autres mesures se mettent en place

Le ticket modérateur, qui contraint les mutuelles à laisser une partie des dépenses aux assurés, a bel et bien été décrété depuis le 1er mai. Les mesures concernant l'exclusion des chômeurs, au bout d'un an, de toute protection sociale, sont toujours là. La négociation qui se poursuit avec un des syndicats de médecins sur le problème des conventions entre le corps médical et la Sécurité sociale repose toujours sur les mêmes bases. En clair, deux grandes catégories de médecins, une conventionnée à condition de ne pas prescrire plus qu'un quota bien fixé, l'autre complètement libre, et donc pas remboursée. En fait donc, tout ne passe pas par la loi Berger, loin de là.

### Les assurances privées sur les rangs

Et quand on voit de grandes sociétés d'assurances comme l'UAP sortir des publicités où l'on peut lire textuellement : *«Aujourd'hui vous êtes en bonne santé... mais demain ? En cas de maladie, accident, arrêt de travail, l'UAP vous garantit le remboursement à 100% du ticket modérateur de vos frais»*, qu'elle propose *«la possibilité de garantir les dépassements d'honoraires»*... on peut penser qu'elle sait très bien à quoi s'en tenir sur les projets gouvernementaux...

Autant dire que la bataille est loin d'être gagnée. Non seulement contre la loi Berger, mais aussi contre l'ensemble des mesures mises en place, d'une façon plus dispersée et donc moins criante, contre le droit à la santé des travailleurs.

Monique CHERAN



Yasser Arafat au «Club de la presse» d'Europe 1

# «Non aux concessions au détriment de mon peuple»

Dimanche soir, le président du Conseil National de l'Organisation de Libération de la Palestine répondait aux questions de la presse française depuis Beyrouth. Au moment où la population palestinienne des territoires occupés depuis 1967 voit ses maisons détruites, ses terres confisquées, ses représentants expulsés, les journalistes se sont montrés une fois de plus très préoccupés par... la sécurité d'Israël, comme devait le souligner à plusieurs reprises Yasser Arafat. En une heure d'émission, une seule question aura porté sur la situation en Cisjordanie, alors que plusieurs journalistes revenaient constamment à la charge pour demander au dirigeant palestinien de se prononcer sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Une émission qui aura néanmoins permis un rapide tour d'horizon sur la situation au Moyen-Orient et plus largement : les négociations israélo-égyptiennes, les relations de l'OLP avec le nouvel Etat iranien, la position de l'OLP sur l'intervention soviétique en Afghanistan et une autre question qui nous préoccupe particulièrement : quand Yasser Arafat sera-t-il invité officiellement en France ?

Revenant comme un leit-motiv dans la bouche des journalistes, la question de la reconnaissance de l'Etat d'Israël telle qu'elle était abordée par ces derniers avait de quoi irriter le dirigeant de l'OLP qui fit remarquer très justement à ses interlocuteurs

«Est-ce toujours à la victime de tout accorder ? » Loin d'écarter cette question, Yasser Arafat y a répondu de manière claire et nette à ceux qui lui suggéraient de modifier la charte de l'OLP : «non aux concessions au détriment de mon peuple». Quant à ceux qui assimilent

la fermeté de la résistance palestinienne, à un refus de toute solution, il leur a été rappelé que deux propositions constructives de l'OLP ont été rejetées par l'Etat sioniste.

## Le non israélien

Israël ne veut ni d'un Etat démocratique palestinien où vivraient côte à côte Musulmans, Juifs et Chrétiens, ni d'un Etat Palestinien sur la moindre parcelle des territoires occupés. Force est de constater lorsqu'on a le minimum d'honnêteté que les partisans du non systématique sont bien les dirigeants sionistes, qu'ils soient au gouvernement comme Begin — qui vient encore de refuser l'application de la résolution de l'ONU réclamant l'annulation de la mesure d'expulsion frappant les maires d'Hebron et de Khalkhoul — ou qu'ils soient dans l'opposition comme le parti Travailiste dont les «3 non» figurent dans le programme (non à l'arrêt des colonies de peuplement, non à toute négociation avec l'OLP et non à tout Etat Palestinien). N'en déplaise au journaliste du *Matin* qui semble entretenir certaines illusions sur ce même Parti Travailiste.

Qualifiée de «pas important mais insuffisant», la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien par Giscard n'a toujours pas débouché sur la visite officielle en France de Yasser Arafat, qui demande que la France reconnaisse également l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien et qu'elle reconnaisse également son droit au retour. «60 % de mon peuple est réfugié, le reste est opprimé» devait indiquer le leader palestinien qui rappelait la répression quotidienne en Cisjordanie dernièrement : «des dizaines de maisons dynamitées, 700 voitures appartenant à des citoyens arabes détruites dans les villes d'Hebron, de Naplouse, de Jérusalem, de El Bireh».

Yasser Arafat a dénié à quiconque le droit d'empêcher le peuple palestinien de lutter les armes à la main pour sa libération, il a rappelé également que l'OLP était opposée à toute action armée en dehors de la Palestine occupée.

Abordant la situation internationale, le dirigeant de l'OLP s'est montré préoccupé par le «danger de guerre nucléaire créé par le problème de l'Afghanistan» et s'est déclaré partisan d'une solution diplomatique et pacifique comme le propose Bani Sadr. Il s'est montré très chaleureux à l'égard de l'Iran : «cette révolution a renversé le rapport de force dans la région, a soutenu depuis le début la cause du peuple palestinien».

Frank ROUSSEL



# La révolte des ghettos noirs aux USA

Dix-huit morts (dont 11 noirs), 400 blessés, près de 500 arrestations, les émeutes raciales de Miami sont parmi les plus graves survenues aux Etats-Unis depuis celles de Newark et Détroit en 1967. 3 600 gardes nationaux et deux cents policiers patrouillent dans les quartiers noirs de la ville où sévissent également des civils blancs qui font le coup de feu contre les noirs révoltés.

A l'origine de cette flambée de violence, un crime raciste, dont les auteurs, 4 policiers blancs, viennent d'être acquittés par un jury uniquement composé de blancs. La victime : Arthur Mac Duffie, un noir de 33 ans, arrêté pour excès de vitesse, était mort le crâne fracassé par les policiers ce qui fut confirmé par les experts au cours du procès. Venant s'ajouter aux discrimina-

tions raciales et aux brutalités policières dont la communauté noire est la victime permanente, le verdict du tribunal de Tampa a provoqué la révolte des ghettos noirs, particulièrement des jeunes qui refusent de subir. Un véritable climat de guerre civile s'est établi : quartier en flammes, couvre-feu décrété. Faut-il s'étonner des scènes de pillages qui se sont déroulées dans une ville où le chômage atteint 14 % de la population noire et 40 % des jeunes de moins de 21 ans ?

Le département de la justice vient de décider que les quatre policiers criminels seront à nouveau convoqués devant un jury fédéral pour infraction à la législation des droits civiques. Cette mesure suffira-t-elle à désamorcer la juste colère de la communauté noire ?



JEUDI 29 MAI - 20 HEURES  
à la Mutualité - Paris  
Meeting avec

## Les maires expulsés de Cisjordanie (Qawasmeh, Melhem)

et le directeur du bureau d'Information de l'OLP

Projection du film de l'ONU : «Oui, les Palestiniens ont des droits»

Participation de : Association Médicale Franco-Palestinienne, Association de Solidarité Franco-Arabe, Conseil Mondial des chrétiens pour la Palestine, Collectif National Palestine, Union Générale des Etudiants de Palestine.

CONCERT DE MUSIQUE PALESTINIENNE  
organisé par l'Association Médicale Franco-Palestinienne

- Le groupe *Sanabil*, des territoires occupés, pour la première fois en France  
- Hedi Guella

Le mercredi 4 juin à 20 H 30  
Théâtre de Paris, rue Blanche (M° Trinité)

Entrée 20 F.

## 1<sup>er</sup> mai : les «flagrants délits» ont encore frappé

On se souvient des procédures expéditives qui avaient envoyé en prison des manifestants par dizaines à la suite des journées des 23 mars et 1<sup>er</sup> Mai 1979, cette année n'a pas failli à la tradition. L'un des manifestants condamnés le 2 mai dernier, Dominique Ferret, éducateur, est victime d'une injustice flagrante. Ayant confondu une simple opération de police avec une agression raciste caractérisée, alors qu'il regagnait sa voiture garée à Saint-Michel, il s'est porté au secours de la victime. Il s'est alors fait rosser par deux autres personnes, qui se sont avérées plus tard être des policiers en civil comme leurs collègues. Première méprise, qui lui vaut d'être inculpé de «coups et blessures à agent de la force publique». Il aurait jeté un pavé sur un des policiers en civil, lui causant 75 jours d'arrêt maladie. Le hasard veut que la scène se soit passée à St-Michel, là où depuis Mai 68 le sol est bitumé...

Lèvre tuméfiée, nourri d'un morceau de pain depuis vingt-quatre heures, ayant passé la nuit avec dix autres personnes arrêtées, dans une minuscule cellule, Dominique Ferret, convaincu de sa bonne foi, sûr que son innocence sera reconnue dans les délais les plus brefs, choisit la procédure de flagrants délits.

Le résultat ne se fait pas attendre, le 2 mai, il est condamné à douze mois de prison dont huit mois fermes. Dominique Ferret a décidé de faire appel, un comité de soutien s'est constitué pour obtenir sa libération. Des pétitions circulent, le comité a monté une pièce de théâtre pour faire connaître ce cas qui n'est pas isolé et projette d'organiser une fête à Chelles, le 1<sup>er</sup> juin prochain.

Pour tout contact :  
Comité de soutien  
à Dominique Ferret  
Tel : 007.63.80

## 5 heures d'entretien qui n'ont pu effacer 5 mois d'occupation de l'Afghanistan

■ Préparé dans le plus grand secret, annoncé en dernière minute à grand renfort de publicité, le sommet Giscard-Brejnev qui vient de se tenir à Varsovie n'aura pas selon le communiqué français, permis de rapprocher «des positions éloignées et qui restent éloignées» (...) «notamment en ce qui concerne l'Afghanistan».

Certes, Giscard ne revient pas les mains totalement vides puisqu'il a obtenu des garanties de l'URSS sur la tenue d'un sommet mondial «restreint» l'année prochaine. Maigre résultat quand on le compare aux gains soviétiques dans cette opération.

Après l'absence de résultats de la visite de Gromyko en France en avril dernier, et le refus soviétique d'annoncer un quelconque retrait d'Afghanistan, les observateurs ne cachaient pas leur scepticisme à l'annonce de la rencontre Giscard-Gromyko. Les hypothèses les plus diverses étaient alors avancées, Giscard

aurait-il réussi à arracher quelques concessions à l'URSS, là où quelques heures avant, le secrétaire d'Etat américain Muskie avait échoué ? Assurément la France ne bénéficiait pas des sympathies américaines dans cette entreprise, tandis que Bonn y apportait son soutien. Mais cette périlleuse opération, pou-

vait-elle aller plus loin qu'une marque d'indépendance de la part de la France et de la RFA, vis à vis de la politique américaine ? Cet aspect positif montré par l'Europe qui perçoit le risque d'un alignement trop marqué sur les USA, suffit-il à compenser les multiples avantages que va tirer Moscou de la division du camp européen ? Les britanniques jugent sévèrement l'initiative française, interprétée comme une rupture avec l'engagement des Neufs de ne rencontrer aucun dirigeant soviétique de haut niveau avant que Moscou n'ait annoncé un retrait d'Afghanistan. Au moment où l'URSS intensifie sa campagne diplomatique en faveur d'une reprise de la «détente» et d'une reconnaissance du gouvernement qu'elle a installé à Kaboul, ce, sans même mentionner un quelconque retrait militaire d'Afghanistan, la réponse positive de Giscard arrive à point nommé pour aider l'ouverture vitale recherchée par Brejnev. Mardi, la Pravda ne cachait pas sa satisfaction : «Cet événement en lui-même, montre que la tendance à la poursuite des contacts, au maintien et à l'approfondissement de la détente et de la coopération mutuellement avantageuse dans l'intérêt de la paix européenne et mondiale se renforcent constamment en Europe».

Certes, sur le fond, Giscard n'a fait aucune concession notable, chacun est resté sur ses positions, il n'en reste pas moins que la rencontre a prouvé que l'URSS tout en continuant à marquer des points au niveau militaire, trouve encore des pays pour cautionner son prétendu désir de «dialogue». Jouant sur les contradictions internes à l'Europe, et sur celles qui opposent l'Europe aux Etat-Unis, l'URSS neutralise ainsi les réactions qui peuvent résulter de sa politique expansionniste. L'absence de politique européenne commune en matière de défense et le scepticisme quant à l'efficacité de la protection américaine, dont la puissance militaire peut être paralysée comme en Iran, sont sans doute pour beaucoup dans le risque pris par Giscard dans cette affaire.

Sans doute conscient des limites d'un tel «dialogue», Paris n'avait pas placé la barre trop haut en se contentant d'affirmer qu'il s'agissait de «faire en sorte que s'il n'est pas possible d'améliorer rapidement la situation internationale, on puisse au moins obtenir qu'elle ne s'aggrave pas». Le Pacte de Varsovie proposait la semaine dernière de réunir une conférence mondiale, Giscard, lui, préfère un «sommet des principaux pays responsables» afin de «procéder à l'examen des causes de tension dans le monde». Brejnev est d'accord pour une telle conférence qui devrait se tenir en 1981, il y a fort à parier que l'URSS mettra ce délai à profit pour tenter d'en finir avec la résistance afghane pour poursuivre ses visées expansionnistes.

R.F.

Frank ROUSSEL

## Travailleurs turcs sans papiers : 3 mois de lutte

- Stoléru fait trainer les premières régularisations
- Manifestation à la Bourse

■ En ce début de semaine, lundi 19 mai à 13 heures, on pouvait apprendre par la radio que les cotations de la Bourse n'étaient pas encore connues, contrairement à l'habitude ! La cause d'un tel retard — chose rare — on l'apprenait peu

Par cette initiative spectaculaire, les travailleurs turcs ont tenu à rappeler que leur lutte, engagée depuis le début de l'année, pour la régularisation de leurs papiers, est loin d'être terminée, même si aujourd'hui, plus ancrée au cœur des ateliers de travail, elle est moins visible.

Leur lutte est loin d'être terminée, et pour cause : son objectif, très précisément : obtenir des cartes de séjour et de travail pour tous — est encore loin d'être atteint. Stoléru, qui, il y a quinze jours, selon ses promesses, devait commencer à délivrer cette semaine les premières cartes de séjour et de travail... n'a toutefois pas donné suite à ses paroles.

C'est bien entendu pour rappeler qu'à force de trop faire trainer les choses, Stoléru pourrait bien voir de nouvelles initiatives de lutte prises, qu'avait lieu l'initiative de la Bourse. Le mot d'ordre : «Nous obtiendrons nos cartes de séjour et de travail coûte que coûte» scandé, montrait d'ailleurs la détermination des grévistes dans ce sens.

La régularisation des papiers, faut-il le rappeler, est la condition première pour les travailleurs turcs de la confection pour lutter dans de meilleures conditions contre la surexploitation dont ils sont victimes et que leur situation de clandestins, d'irréguliers permet d'aggraver d'autant plus : ce sont les conditions de travail dignes du Moyen-Age (dortoir dans les ateliers, ateliers

après : plusieurs centaines — 300 environ — de travailleurs turcs de la confection du quartier Sentier à Paris avaient fait irruption dans les locaux, massés devant la corbeille, juchés sur la galerie de tableau de cotation.



La manifestation des travailleurs turcs à la Bourse lundi dernier

sans fenêtre), des salaires plus bas que le SMIC pour des journées de travail de douze à quinze heures.

La lutte des travailleurs turcs, par leur forte mobilisation, a déjà remporté un premier succès qu'il faut souligner : entre autres, celui fondamental pour des travail-

leurs clandestins depuis des années, ignorés, d'être écoutés.

Ils ont imposé que leurs interlocuteurs soient reconnus par le gouvernement, et même reçus par Stoléru une première fois. C'est un premier pas énorme.

Leur mobilisation depuis trois mois — grèves de la faim, manifestations de rue, gaia à la Mu-

tualité — est évidemment à l'origine de ce premier succès.

Stoléru, devant la mobilisation des travailleurs turcs qui n'a pas faibli, était contraint, mardi après-midi, de recevoir une délégation de leur syndicat CFDT.

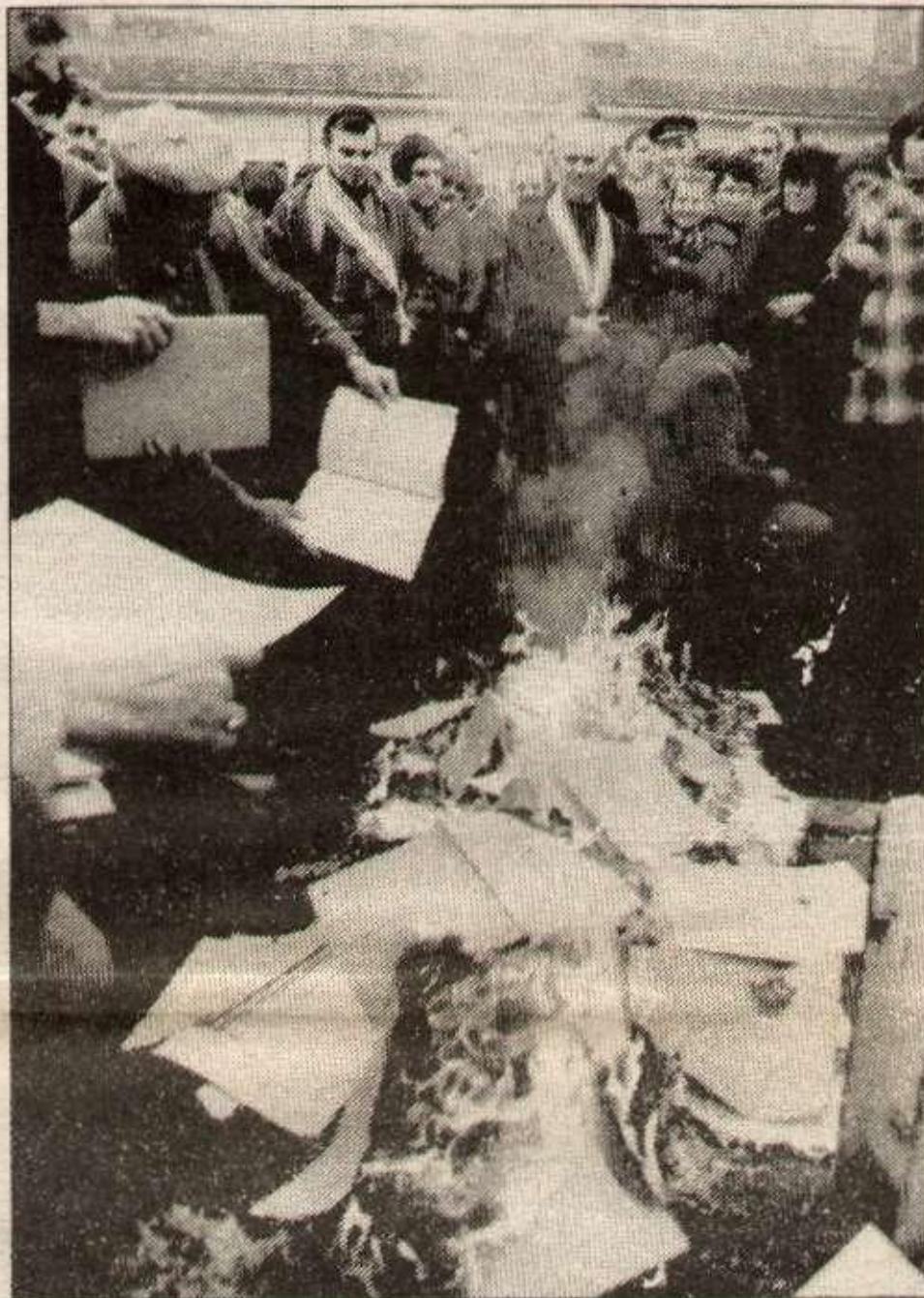
## Plogoff résiste

# Rassemblement les 24, 25 et 26 mai

*Du samedi 24 au lundi 26 mai, week-end de la Pentecôte, se tiendra sur le site de Plogoff, près de la Baie des Trépassés, un rassemblement contre l'implantation de la centrale, pour soutenir la lutte de toute la population du Cap Sizun, contre cette centrale que le gouvernement veut lui imposer coûte que coûte.*

*Leur détermination, les gens de Plogoff l'ont montrée depuis des mois, et chacun se souvient de la résistance qu'ils ont opposée, pendant les quarante jours de l'enquête «d'utilité publique», aux forces policières qui quadrillaient le cap. Près de 2 000 gardes mobiles équipés de blindés légers, de bulldozers, de canons à eau, de grenades de toutes sortes ont été envoyés sur place pour faire taire les gens de Plogoff. En vain !*

*Pendant quarante jours, ils seront harcelés sans cesse. Les «mairies annexes» auront le plus grand mal à s'installer, chaque matin. Des accrochages violents, au cours desquels les forces de l'ordre n'hésiteront devant rien, des dizaines d'arrestations, les procès qui mobilisent à Quimper plusieurs milliers de personnes à chaque fois. Une riposte de masse, une riposte d'une grande détermination.*



*Ce que les gens de Plogoff refusent, c'est ce programme qu'on leur impose sans tenir compte le moins du monde de leur point de vue, de leur volonté. Une bataille qui ne s'est pas limitée aux affrontements violents avec la police, mais qui s'est ancrée sur une réflexion plus large sur le programme nucléaire de la bourgeoisie. A ceux qui prétendent qu'ils n'ont rien compris, qu'ils mènent un combat d'arrière garde, les gens de Plogoff savent quoi répondre aujourd'hui. De là aussi vient leur force, et leur unité.*



*Pour le gouvernement, pour EDF, la bataille des gens de Plogoff doit être écrasée. Elle marquerait un précédent trop dangereux. C'est aussi pour cette raison qu'un peu partout dans le pays, Plogoff est devenu un symbole dans la lutte contre le programme nucléaire du gouvernement. Après le rassemblement du 15 mars, qui a vu affluer sur le site plus de 50 000 manifestants, le rassemblement de la Pentecôte doit marquer la poursuite du soutien à ce combat.*

## Soyons nombreux à Plogoff les 24, 25 et 26 mai



■ Dans toute l'agitation des chancelleries secouées depuis l'automne dernier par toutes sortes de problèmes de première importance, installation de nouvelles fusées américaines en Europe, occupation de l'ambassade US en Iran, invasion de l'Afghanistan par l'URSS, fiasco de l'intervention américaine en Iran... la semaine que l'on vient de vivre ne manquait pas de relief : réunion de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, rencontre Gromyko - Muskie, réunion des ministres des Affaires étrangères des neuf à propos de l'Iran, et pour parachever, la rencontre impromptue de Giscard et de Brejnev à Varsovie. Chacun de ces faits mériterait une étude particulière. Leur entremêlement cependant réunit en un tout les tensions qui président à leur apparition.

Sans conteste, l'Union Soviétique apparaît dans le domaine diplomatique aussi pleine de ressources que ses armées en manifestent sur le terrain. Le 14 mai, l'agence Tass publiait une longue déclaration du gouvernement afghan, installé par les troupes soviétiques. Celle-ci définit les conditions concrètes pour le retrait des troupes soviétiques soit :

— un traité irano-afghan sur « le développement des relations amicales et d'une coopération mutuellement avantageuse pour les deux pays ».

— un traité pakistano-afghan sur la normalisation des relations comprenant « des engagements sur le refus des activités hostiles armées ou autres à partir de leurs territoires respectifs contre l'autre partie ».

— les Etats-Unis et l'URSS seraient garantes de l'application de l'accord. « En ce qui concerne les garanties en provenance des Etats-Unis, elles doivent incorporer l'engagement explicite de ne mener aucune activité contre l'Afghanistan, y compris depuis les territoires de pays tiers ».

La part d'initiative du gouvernement afghan dans ces propositions est exactement mesurée par le fait que c'est rigoureusement l'esprit des propositions formulées par Brejnev le 22 février. Que ces propositions soient reprises par Kaboul, au moment d'une grande activité diplomatique et à la veille du sommet islamique d'Islamabad, indique assez quels fondements l'URSS entend donner à toute négociation : que la présence des troupes soviétiques en Afghanistan soit reconnue comme légitime tant par les pays voisins que par les Etats Unis ; qu'il soit établi, au mépris de la vérité des faits, que la cause des tensions n'est pas l'invasion de l'Afghanistan, mais la résistance du peuple afghan dont une partie de la population a trouvé abri contre le massacre dans les pays voisins. Bref, il faudrait que l'Iran, le Pakistan, les Etats Unis apportent à l'URSS leur concours à l'écrasement du peuple afghan pour le compte des soviétiques pour que le Kremlin consente à retirer ses 120 000 hommes ! C'est un record d'insolence diplomatique.

Encore ne faudrait-il pas en sous-estimer la portée. Qu'il s'agisse d'une manière de rejeter toute éventualité immédiate de retrait des troupes soviétiques est certain, puisqu'aucun des termes des propositions n'est acceptable par aucun des interlocuteurs auxquels elles s'adressent et que l'ensemble ne peut être accepté par personne qui ne soit inféodé à Moscou. Cependant elles contiennent des menaces, notamment en ce qui concerne le Pakistan, qui sont très réelles : si l'engagement mutuel réclamé par Kaboul n'est pas accepté, les moyens ne manquent pas de tirer profit de la complexité des relations entre les nationalités à l'intérieur de chaque pays et de pays à pays, pour remettre en cause l'existence même du Pakistan et créer de lourdes difficultés à l'Iran.

### Le pacte et la conférence de la paix

Lors de sa réunion, le Pacte de Varsovie n'a pas, du moins dans ses déclarations officielles, pris position en faveur de l'intervention soviétique en Afghanistan. Si l'on a connaissance de la présence de 5 000 soldats tchécoslovaques et d'une assistance est-allemande, il paraît moins sûr que la Pologne ou la Hongrie ne soient très enthousiastes, d'autant que le gouvernement roumain a fait connaître sans ambiguïté son hostilité, dès le début, à l'égard de l'intervention soviétique. Aussi le Pacte de Varsovie a-t-il essentiellement avancé des propositions « constructives » en faveur de la paix... sans mentionner, et pour cause, les prin-

# OTAN - Pacte de Varsovie : l'épreuve de force soviéto-américaine

Par Grégoire CARRAT

### La diplomatie plus l'intervention armée

La signification d'une telle initiative n'est pas dans son contenu. Elle est d'abord dans le bénéfice qu'en peut tirer l'URSS. D'abord à l'égard de ses propres partenaires, réticents pour une part à prendre fait et cause pour les initiatives bellicistes du Kremlin, mais prêts à soutenir la diplomatie soviétique entièrement placée sous le signe de « la recherche de la paix ». Ensuite à l'égard des pays européens et du Tiers-Monde, en désarmant leurs critiques de la politique agressive de l'URSS par une proposition de négociation de paix mondiale. C'est qu'elle n'a rien à y perdre : depuis l'instauration de la politique de détente elle a autant

assisté impuissants : si l'URSS n'obtient pas pacifiquement ce qu'elle veut, elle cherche autant qu'elle peut à l'obtenir par la force, et elle le peut de plus en plus. Ainsi les propositions de paix de l'URSS sont le complément nécessaire de ses initiatives armées ainsi que l'encouragement à toutes les tendances conciliatrices qui peuvent exister à son égard.

### Réunion de l'OTAN : l'agressivité US

Par contraste, la minceur des résultats officiels du sommet de l'OTAN fait encore ressortir le dynamisme du plus vieux ministre des Affaires étrangères du monde, Gromyko. La traditionnelle réunion de mai, regroupant

D'abord il a été décidé qu'une force navale européenne serait déployée en Méditerranée, pour compenser l'éventuel départ de troupes américaines pour la région du Golfe en cas de crise militaire. Cela est aussi bien une menace contre les pays du Golfe que le prolongement européen de la décision américaine de constituer une force d'intervention rapide dans le Golfe, préparatif concret à une confrontation militaire de grande envergure.

Ensuite, le nouveau secrétaire d'Etat a fait savoir que le Sénat américain ne ratifierait pas l'accord Salt II tant que les troupes soviétiques ne se retireraient pas d'Afghanistan. Le blocage dans les relations diplomatiques soviéto-US et l'éventualité d'une épreuve de force depuis longtemps différée ont encore été confirmés par l'absence de résultats de la rencontre entre Gromyko et Muskie, les représentants de l'URSS et des USA.

### USA-URSS : blocage avant quelle épreuve de force ?

Les réunions des deux alliances militaires ont donné toute la mesure des évolutions en cours : les USA ne paraissent plus voir d'issue à plus ou moins brève échéance que dans une épreuve de force comprenant des opérations militaires de grande envergure, éventuellement directement contre les troupes soviétiques ; l'attitude de Muskie est sans équivoque, le cafouillage de l'opération iranienne n'a pas signifié que les Etats-Unis n'avaient pas les moyens d'intervenir militairement, l'opération a précisément signifié le contraire ; par contre, les moyens militaires, du moins en parole, sont jugés inadéquats à l'égard de l'Iran. De son côté l'URSS cherche à mettre à profit par les moyens diplomatiques et militaires tous les avantages qu'elle peut tirer de la situation présente, après avoir consacré vingt ans à se doter des moyens qui lui permettent de le faire.

Dans ce cadre, les pays européens adoptent toute une série d'attitudes ambivalentes : l'accroissement de la tension entre les grands les conduit à être plus étroitement tributaires des décisions et de l'alliance avec les Etats-Unis, quel que soit leur désir d'autonomie ; leur souci de conserver les privilèges de nations industrialisées face au Tiers Monde les portent du côté des Etats-Unis ; et dans le même temps la nécessité de préserver leur autonomie les conduit à chercher des ententes hors d'Europe ; leur souci de ne pas voir réapparaître « les blocs » les conduit à maintenir des relations importantes avec l'URSS, mais sans garantie d'en maîtriser le processus ; leur volonté de réduire les risques dus aux points chauds les amène à définir leurs propres propositions sans moyens d'en assurer le succès. La grande difficulté est que l'Europe n'existe pas, surtout pas dans le domaine décisif actuellement pour son avenir : la défense.



L'armée soviétique défilant à Moscou

cipales initiatives à l'origine de la tension internationale. Deux documents sont issus de cette conférence. L'un en sept points proposant diverses mesures dans le prolongement de la politique de détente telle qu'elle est conduite depuis 1970, le second est un appel pour la réunion d'une conférence mondiale pour la paix.

La généralité des objectifs proposés par cet appel est telle qu'il ne signifie à peu près rien, sinon la manifestation de la part de son principal auteur d'une certaine dose de cynisme si l'on veut mettre derrière les mots ce qu'il fait pour les appliquer. En effet « Les participants devraient concentrer leur attention sur les préoccupations de l'Europe et de l'Humanité de liquider les foyers de tension internationale et sur la prévention de la guerre ». M. Brejnev veut-il dire que la conférence mondiale devrait concevoir son ordre du jour sur le modèle des négociations proposées à propos de l'Afghanistan : « laissez-nous agir à notre guise, sinon vous serez fauteur de guerre » ? Il est certain que les partenaires de l'URSS, la Roumanie notamment, mettent derrière ces mots tout autre chose. Il est certain également que l'URSS sait qu'elle répond d'une certaine manière aux préoccupations des pays européens de l'ouest prêts à porter attention à tout ce qui éloignerait un danger immédiat, face auquel ils sont démunis.

gagné aux négociations dites de paix, qu'elle a gagné par le succès de son effort militaire colossal. Or, au cours des dix dernières années elle a réussi un profond changement à l'échelle mondiale, parvenant à l'équivalence en terme de puissance avec les Etats-Unis, et a su démontrer sa capacité à mettre en œuvre ses moyens. Si bien que, principal fauteur de tensions internationales, elle peut, si elle peut en infléchir suffisamment le cours, être la principale bénéficiaire d'une négociation globale, étant bien entendu qu'à ses yeux celle-ci aurait comme postulat la reconnaissance des droits de l'URSS d'intervenir en Angola, Erythrée ou Afghanistan comme la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe avait eu comme prémices clairement énoncés par Brejnev lors de la conférence au sommet d'Helsinki la légitimité de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, pour défendre le socialisme, et dans tout autre pays de la zone. Personne n'y avait objecté.

En outre il existe, depuis 1977, un chantage presque ouvert, à l'égard de l'Europe en particulier, qui consiste à dire : « acceptez nos propositions de paix sinon vous ne pourrez échapper aux conséquences d'un conflit ». Au degré inférieur un autre argument existe aujourd'hui, qui repose sur les événements auxquels les pays européens ont

les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, a renouvelé les décisions vieille de plus d'un an de renforcer les approvisionnements de toutes sortes. Il est vrai que les questions essentielles concernant l'équilibre des forces Est-Ouest ont déjà été tranchées : plan de renforcement de la défense à long terme, comprenant l'engagement d'augmenter en termes réels les budgets militaires de 3% par an, décision d'installer de nouveaux missiles en Europe.

Le principal effort des Etats-Unis n'a pas été, comme l'URSS au sein du pacte de Varsovie, de rallier leurs partenaires sur une importante initiative commune, mais d'empêcher que les initiatives parallèles à Camp David prennent corps, et d'obtenir une déclaration à propos de la prise d'otages américains en Iran. Celle-ci ne fait pas mention d'éventuelles sanctions économiques. L'ombre du fiasco américain en Iran, les incertitudes concernant la politique US matérialisées par le changement de secrétaire d'Etat et les aléas de l'élection présidentielle, n'ont pas contribué à éclaircir les relations.

Si aucune initiative diplomatique commune ne paraît surgir de l'OTAN, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis ont poursuivi, à l'égard de leurs alliés, un forcing destiné, bon gré mal gré, à les engager à leurs côtés dans le cadre d'une confrontation.